

Unité départementale du Loiret  
Adresse postale : 5 avenue de Buffon  
CS 96407  
Adresse bureau : 3 rue de Carbone  
45064 Orléans Cedex 2

Orléans, le 31/03/2026

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/03/2026

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **PFMP PROGIPHARM**

Rue du Lycée  
45500 Gien

Références : 109/2026  
Code AIOT : 0010001460

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/03/2026 dans l'établissement PFMP PROGIPHARM implanté Rue du Lycée ZI 45500 Gien. L'inspection a été annoncée le 13/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PFMP PROGIPHARM
- Rue du Lycée ZI 45500 Gien
- Code AIOT : 0010001460
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Pierre Fabre Medicament Production (PFMP) PROGIPHARM est une entreprise pharmaceutique située à Gien.

### Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Modifications - Porter à connaissance	Arrêté Préfectoral du 18/03/2009, article 1.5.1	/	Demande d'action corrective	6 mois
8	Valeurs limites d'émission des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 16/06/2014, article 4.3.9	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
9	Etude des effets thermiques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII.1 et 2A	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective	2 mois
12	Emissions de composés organiques volatils	Arrêté Préfectoral du 18/03/2009, article 8.1.1.2.1	/	Demande d'action corrective	2 mois
13	Plan de gestion des solvants	Arrêté Préfectoral du 18/03/2009, article 8.1.1.3	/	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	LISTE DES INSTALLATIONS	Arrêté Préfectoral du 18/03/2009, article 1.2.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
3	Inventaire des substances dangereuses	Arrêté Préfectoral du 18/03/2009, article 7.2.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
4	Zonage des	Arrêté Préfectoral	Avec suites, Demande	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	dangers internes à l'établissement	du 18/03/2009, article 7.2.2	d'action corrective	
5	Inventaires des substances ou préparations dangereuses présentes	Arrêté Préfectoral du 18/12/2003, article 7.2.1 et 10.6.1.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
6	Implantation Liquides inflammables	Arrêté Préfectoral du 18/03/2009, article 10.1.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
7	Stockage de liquides inflammables du parc n°2 (bat R)	Arrêté Préfectoral du 18/03/2009, article 10.1.8	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
10	Plan de secours	Arrêté Préfectoral du 18/03/2009, article 10.6.6.6	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
11	RESERVOIRS	Arrêté Préfectoral du 18/03/2009, article 10.1.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : LISTE DES INSTALLATIONS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/03/2009, article 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, LISTE DES INSTALLATIONS
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 05/07/2024</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>date d'échéance qui a été retenue : 22/12/2024</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>

Rubrique et alinea	Cl	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Volume autorisé
2260.1a	E	Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensachage, pulvérisation, trituration, granulation, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage et décortication des substances végétales et de tous produits organiques naturels, y compris la fabrication d'aliments composés pour animaux, mais à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2220, 2221 ou 3642.	Mélangeurs et granulateurs formes sèches	Puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation	> 500 kW	618,1 kW

4331.2	E	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330.		Quantité totale susceptible d'être présente	≥ 100 et <1000 t	128,4 t
1185.2a	DC	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés. 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation.	Équipements frigorifiques ou climatiques de capacité unitaire supérieure à 2 kg	Quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente	≥ 300 kg	752 kg
1510.3	DC	Entrepôts couverts (stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes	Magasin J: volume: 30 360 m3 quantité: 1 3 4 7 tonnes	Volume des entrepôts	≥ 5 000 m3 et < 50 000	30 360 m3

		tonnes dans des), à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant, par ailleurs, de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts frigorifiques.				
2630.b	D	Détergents et savons (fabrication de ou à base de)	Fabrication de produits d'hygiène (atelier de fabrication des formes	Capacité de production	$\geq 1 \text{ t/j}$ et $\leq 50$	25 t/j

			liquides C2)			
2663.2c	D	Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de)	Stockage de plastiques d'emballages PVC, polyéthylène et propylène.	Volume susceptible d'être stocké	≥ 1 000 m3 et < 10 000 m3	1216 m3
2910.A2	DC	Combustion, à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771 et 2971. A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange,	3 chaudières au gaz naturel d'une puissance totale de 9,6 MW Groupes motopompes (fioul): - 1 pour les RIA: 20 kW - 2 pour les sprinklers: 2 x 206 kW - 1 groupe de secours:	Puissance thermique nominale de l'installation	> 1 MW et <20	10,16 MW



		mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse	de secours: 5 kW - 1 groupe de secours: 5 kW - 1 groupe électrogène (fioul) pour l'informatique: 118 kW			
4130.2b	D	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation. 2. Substances et mélanges liquides	Méthanol, formaldéhyde, ...	Quantité totale susceptible d'être présente	≥ 1 t et <10 t	2,7 t
4140.1b	D	Toxicité aiguë catégorie 3 pour la voie d'exposition orale (H301). 1. Substances et mélanges solides.		Quantité totale susceptible d'être présente	≥ 5 t et <50 t	10,9 t

4510.2	DC	Dangereux p o u r l'environne m e n t aquatique d e catégorie aiguë 1 ou chronique 1.		Quantité t o t a l e susceptibl e d'être présente	≥ 20 t et <100 t	25,9 t
--------	----	--	--	---	---------------------	--------

### Constats :

#### Rappel : Visite d'inspection du 5 juillet 2024

*Vu : État des stocks (nouveau logiciel de gestion)*

*Une actualisation de classement a été actée le 23 mai 2019 par lettre préfectorale.*

*Depuis, du fait des évolutions de la nomenclature des ICPE, certaines rubriques ont évolué, notamment la rubrique 1510, impliquant la nécessité de procéder à une nouvelle actualisation du classement des activités de l'établissement (nouvel assujettissement des activités suite aux dernières évolutions non effectué par l'exploitant à date).*

*Lors de l'inspection il est notamment relevé les points suivants :*

- la rubrique 4331 n'a pas été réévaluée en fonction notamment de la présence de liquides inflammables dans les produits finis et dans les déchets. Par ailleurs, les volumes associés à cette rubrique doivent être pris en compte pour l'assujettissement à la rubrique 1510 (suivant conditions spécifiques) ;*
- la rubrique 1530 a été modifiée par le décret n°2020-1169 du 24 septembre 2020 article 1er et annexe I. A noter que les volumes associés à cette rubrique doivent être pris en compte pour l'assujettissement à la rubrique 1510 (suivant conditions spécifiques) ;*
- les volumes associés à la rubrique 1510 doivent être réévalués selon les IPD (Installations de stockage pourvues d'une toiture) de l'établissement. Le cas échéant, un récolement de l'arrêté du 11 avril 2017 devra être effectué en cas du dépassement du seuil d'enregistrement.*

**Constat : L'exploitant n'a pas effectué l'assujettissement réglementaire de son site à la nouvelle rubrique 1510 tenant compte des IPD présents sur le site et de l'éventuelle intégration des autres rubriques ICPE de stockage de matières inflammables et/ou combustibles (4331, 1530, 2663, etc).**

#### Visite d'inspection du 5 mars 2026

L'exploitant a transmis en date du 25 mars 2025, le tableau de classement ICPE actualisé du site. Celui-ci fait apparaître un certain nombre de modifications.

<p>Celui-ci fait apparaître un certain nombre de modifications.</p> <p>L'exploitant a effectué l'assujettissement réglementaire demandé lors de l'inspection précédente. Le régime de la rubrique 1510 passe ainsi du régime de la déclaration à l'enregistrement. Du fait des nombreuses modifications constatées au travers du nouveau tableau de classement transmis, il est attendu un dossier <b>de porter-à-connaissance</b> (voir point 2 du présent rapport). Celui-ci devra notamment inclure la demande d'antériorité formulée au titre des articles L. 513-1 et R. 513-1 du code de l'environnement, dûment justifiée.</p> <p><b>Le précédent constat est levé.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Modifications - Porter à connaissance

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/03/2009, article 1.5.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Modifications - Porter à connaissance</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Comme présenté au point précédent, l'exploitant a transmis une proposition de tableau de classement qui fait apparaître de nombreuses modifications vis-à-vis de la situation actuellement autorisée. On note par exemple : un changement de régime pour la rubrique 1510 (passage de D à E du fait d'une évolution de la réglementation), une augmentation du tonnage de stockage de liquides inflammables 4331 (passage de 128 t à 220t ), une augmentation du stockage de gaz fluorés, une augmentation de produits dangereux (rubrique 4511 et 4510)...</p> <p>A ce titre, il est attendu la transmission d'un dossier de porter-à-connaissance (PAC) de régularisation qui présentera l'ensemble des évolutions observées sur site et qui n'ont pas fait l'objet d'une information préalable à Mme la Préfète (hors dossiers PAC déjà transmis). Ce PAC devra comprendre toutes les informations nécessaires pour que l'inspection des installations classées puisse statuer sur la substantialité ou non des demandes de modification. Une attention particulière est demandée concernant la demande d'antériorité au titre de la rubrique 1510, et les dispositions mises en place dans le cadre de l'exploitation du site afin de ne pas dépasser le seuil Seveso seuil bas du fait de la règle des cumuls.</p> <p><b>Constat : L'exploitant n'a pas informé Mme la Préfète des modifications survenues sur site depuis 2019.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

### N° 3 : Inventaire des substances dangereuses

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/03/2009, article 7.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Inventaire des substances dangereuses
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 05/07/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 22/12/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R.231-53 du code du travail. Les incompatibilités entre les substances et préparations, ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en œuvre dans les installations considérées sont précisés dans ces documents. La conception et l'exploitation des installations en tiennent compte.</p> <p>L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses susceptibles d'être présentes dans l'établissement (nature, état physique et quantité, emplacements) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour.</p> <p>Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services de secours et de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Rappel : Visite d'inspection du 5 juillet 2024</u></p> <p><i>L'inventaire et l'état des stocks ont été présentés à l'inspection des installations classées.</i></p> <p><i>L'état des stocks est mis à jour quotidiennement.</i></p> <p><i>Il n'est pas possible de connaître l'emplacement des substances ou préparations dangereuses au sein de l'établissement (absence de plan et emplacement non spécifié dans l'état de stocks).</i></p> <p><i>Les substances associées aux rubriques 4000 non classées au titre de la réglementation ICPE, ne sont pas renseignées au sein de l'état des stocks. Les mentions de dangers ne sont pas renseignés au sein de l'État des stocks.</i></p> <p><i>Fiches de données sécurité consultées : éthanol et huile essentielle de Badiane.</i></p>

**Constat : l'état des stocks des substances dangereuses est incomplet, notamment il ne comprend ni les emplacements de stockage ni les mentions de danger.**

**Visite d'inspection du 5 mars 2026**

Document consulté :

- État des stocks du 16 décembre 2024
- État des stocks établi au jour de la visite d'inspection.

L'exploitant a fourni un état des stocks qui est une extraction de son logiciel métier rassemblant l'ensemble des matières qui transitent sur site. Celui-ci fait bien apparaître les quantités stockées, les emplacements et les mentions de dangers. Un plan est joint pour identifier le bâtiment concerné. Il comprend donc l'ensemble des éléments demandés et est accessible rapidement.

**Le précédent constat est levé.**

**Type de suites proposées : Sans suite**

**N° 4 : Zonage des dangers internes à l'établissement**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 18/03/2009, article 7.2.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Zonage des dangers internes à l'établissement

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 05/07/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 22/12/2024

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

[...]

## Constats :

### Rappel : Visite d'inspection du 5 juillet 2024

Plusieurs plans ont été présentés à l'inspection des installations classées dont les deux suivants :

- un plan ETARE de 2019 élaboré en collaboration avec le groupement de prévention prévision et planification du SDIS ; ce plan fait apparaître notamment les bâtiments et risques associés, leurs surfaces, les postes associés aux utilités (gaz, eau, électricités). L'absence de légende de ce plan ne permet pas une lecture aisée de celui-ci ;
- un plan général « usine », sur lequel sont indiqués les matières stockées au sein de chaque bâtiment, les risques d'explosions associés. Les quantités maximums des produits présents au sein de chaque bâtiment ne sont pas indiquées (et non extractibles de l'état des stocks), et les types de dangers associés aux produits n'est pas renseigné. L'absence de légende de ce plan ne permet pas une lecture aisée de celui-ci.

**Constat : Les plans des zones de dangers sont incomplets.**

### Visite d'inspection du 5 mars 2026

Document consulté : Plan des zones de dangers

L'exploitant a fourni en date du 16 décembre 2024, un plan mis à jour. Il n'a pas constaté d'évolution de ce plan le jour de l'inspection. Celui-ci fait bien apparaître les zones de dangers (avec les dangers associés), les points d'eaux et matériels associés (poteaux incendie, bâches, vannes, installations de sprinklage). Ce plan n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection.

**Le précédent constat est levé.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 5 : Inventaires des substances ou préparations dangereuses présentes

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 18/12/2003, article 7.2.1 et 10.6.1.2

**Thème(s) :** Situation administrative, Inventaires des substances ou préparations dangereuses présentes

### **Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 05/07/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 22/12/2024

### **Prescription contrôlée :**

#### **Article 7.2.1**

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R.231-53 du code du travail. Les incompatibilités entre les substances et préparations, ainsi que les risques particuliers pouvant

découler de leur mise en œuvre dans les installations considérées sont précisés dans ces documents. La conception et l'exploitation des installations en tiennent compte.

L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses susceptibles d'être présentes dans l'établissement (nature, état physique et quantité, emplacements) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour. Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services de secours et de l'inspection des installations classées.

#### **Article 10.6.1.2 (magasin J)**

L'exploitant tient à jour un état de localisation des produits stockés (nature des dangers et quantité), dont la forme est soumise à l'avis des services d'incendie et de secours dans le cadre du plan de secours.

Ce document est facilement accessible aux services de secours en cas d'incendie et tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées. En particulier, l'exploitant dispose des fiches de données de sécurité prévues par l'article R.231-53 du code du travail.

#### **Constats :**

##### Rappel : Visite d'inspection du 5 juillet 2024

Document consultés : FDS Ethanol et Huile essentielle de Badiane ; Etat des stocks ; Inventaire

*L'inventaire et l'état des stocks ont été présentés à l'inspection des installations classées. L'état des stocks est mis à jour quotidiennement.*

*Les substances associées aux rubriques 4000 non classées au titre de la réglementation ICPE, ne sont pas renseignées au sein de l'état des stocks. Les mentions de dangers ne sont pas renseignés au sein de l'État des stocks.*

*Un état des stocks « simplifié » n'est pas facilement extractible (nature et quantités approximatives des substances/produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activité ou de stockage). Sur site : Il a été vérifié par sondage, une absence de mise sur rétentions de produits incompatibles. L'inspection ne relève pas d'écart sur ce point.*

**Constat : L'état des matières stockées est incomplet et difficilement extractible, ce qui ne permet pas de répondre à l'objectif de servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel.**

##### Visite d'inspection du 5 mars 2026

Document consulté :

- État des stocks du 16 décembre 2024
- État des stocks établi au jour de la visite d'inspection.

L'exploitant a fourni un état des stocks qui est une extraction de son logiciel métier rassemblant l'ensemble des matières qui transitent sur site. Celui-ci fait bien apparaître les quantités stockées, les emplacements. Il comprend donc l'ensemble des éléments demandés et est accessible rapidement.

**Le précédent constat est levé**

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Implantation Liquides inflammables

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/03/2009, article 10.1.1

Thème(s) : Risques accidentels, Implantation Liquides inflammables

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 05/07/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 22/12/2024

Prescription contrôlée :

Lorsque les stockages sont en plein air (parc inflammables n°1) ou dans un bâtiment (V) affecté à l'usage exclusif du dépôt, leur accès est convenablement interdit à toute personne étrangère à son exploitation.

Le dépôt (parc inflammables n°1) est en plein air et il se trouve à moins de six mètres d'un emplacement renfermant des matières combustibles, il en est séparé par un mur coupe-feu de degré deux heures, d'une hauteur minimale de deux mètres.

Le dépôt (V) est dans un bâtiment à usage simple, d'un seul niveau et de plain-pied, les éléments de construction du bâtiment présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu suivantes :

- paroi REI 120 (coupe-feu de degré deux heures),
- couverture incombustible.

Constats :

Rappel : Visite d'inspection du 5 juillet 2024

*Vu sur site : un stockage souterrain de liquides inflammables et des cuves inox aériennes (glycérine et sucre), en lieu et place du bâtiment R.*

*Le bâtiment cité comme étant l' "emplacement renfermant des matières combustibles" ("bâtiment" R) est désormais occupé par des stockages aériens de glycérine et de sucre (voir point n°7). Le parc inflammable n°2 (parc aérien, jugé non conforme lors d'une précédente inspection), a été démantelé et remplacé par un nouveau parc inflammable enterré.*

**Constat : Cette prescription est inadaptée et doit faire l'objet d'une demande de mise à jour par l'exploitant, qui viendra décrire les nouvelles modalités de stockage et justifier de la conformité de la nouvelle installation (parc inflammable enterré).**

Visite d'inspection du 5 mars 2026

L'exploitant a fourni en date du 26 mars 2025, un dossier de porter-à-connaissance présentant les évolutions structurelles liées aux modes de stockage des alcools sur le site de Gien.

L'instruction de ce dossier fera l'objet, si besoin en est, d'une demande de compléments, qui sera transmis par l'inspection des installations classées à l'exploitant.



Le précédent constat est levé.
Type de suites proposées : Sans suite

**N° 7 : Stockage de liquides inflammables du parc n°2 (bat R)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/03/2009, article 10.1.8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage de liquides inflammables du parc n°2 (bat R)
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 05/07/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 22/12/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>ARTICLE 10.1.8. PRESCRIPTIONS APPLICABLES AU STOCKAGE DE LIQUIDES INFLAMMABLES DU PARC INFLAMMABLES N°2 (BATIMENT R)</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Rappel : Visite d'inspection du 5 juillet 2024</u></p> <p>Il n'y a plus de stockage de liquide inflammable du parc n°2 sur site. Le "bâtiment" R accueille désormais un stockage aérien de glycérine et de sucre. L'exploitant n'est pas en mesure de préciser si des installations ont été ou non démantelées, et à quelle date.</p> <p><b>Constat : Cette prescription est inadaptée et doit faire l'objet d'une demande de mise à jour par l'exploitant, qui viendra justifier de la conformité de la nouvelle installation (stockage et dépotage de glycérine et sucre).</b></p> <p><b>Visite d'inspection du 5 mars 2026</b></p> <p>L'exploitant a fourni en date du 26 mars 2025, un dossier de porter-à-connaissance présentant les évolutions structurelles liées au mode de stockage des alcools sur le site de Gien.</p> <p>L'instruction de ce dossier pourra faire l'objet d'une demande de compléments, qui sera alors transmise par l'inspection des installations classées à l'exploitant.</p> <p>Le précédent constat est levé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

**N° 8 : Valeurs limites d'émission des rejets aqueux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/06/2014, article 4.3.9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites d'émission

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 05/07/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 22/12/2024

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies. Référence du rejet vers le milieu récepteur : N °4 (Cf. repérage du rejet sous l'Article 4.3.5. )

**Constats :**Rappel : Visite d'inspection du 5 juillet 2024

Au cours de l'inspection il est vérifié le respect des valeurs limites en concentration et en flux au point de rejet n°4, sur la période juillet 2022 à juin 2024. Il est observé :

Pour le paramètre DCO :

- 6 dépassements de la VLE (valeur limite d'émission) en concentration en septembre 2022. L'exploitant indique que ces dépassements sont dus à un déversement accidentel en saccharose, entre le 05/09/22 et le 22/09/22 ;

Actions mises en place par l'exploitant : Le déversement de solution de saccharose a été stoppé au plus tôt. Les résidus de matière restants ont été envoyés en usine de méthanisation. Il n'y a pas eu d'autre dépassement depuis.

Pour le paramètre AOX (analyse semestrielle) :

- 1 dépassement de la VLE en concentration en octobre 2022 ;
- 1 dépassement de la VLE en concentration en avril 2023 ;
- 1 dépassement de la VLE en concentration en octobre 2023 ;
- absence de dépassement en avril 2024.

Actions mises en place par l'exploitant : Sollicitation du prestataire de gestion de la STEP pour une interprétation plus fine des résultats grâce à des analyses complémentaires.

Pour le paramètre P total (analyse hebdomadaire) :

- 1 dépassement de la VLE en concentration en septembre 2022 ;
- 4 dépassements de la VLE en concentration en décembre 2022 ;
- 1 dépassement de la VLE en concentration en mars 2023 ;
- 1 dépassement de la VLE en concentration en avril 2023 ;
- 1 dépassement de la VLE en concentration en mai 2023 ;
- 2 dépassements de la VLE en concentration en novembre 2023 ;
- 2 dépassements de la VLE en concentration en janvier 2024 ;
- 2 dépassements de la VLE en concentration en avril 2024.

Actions mises en place par l'exploitant :

- Injection de chlorure ferrique en permanence plutôt que ponctuellement à l'apparition des dépassements (décembre 2022) ;
- Une analyse de caractérisation des phosphores et d'identification de leur provenance interne prévue sur le second semestre 2023 ;
- Mise en place d'un captage plus fin des rejets aqueux du laboratoire sur le second semestre.

Recherche d'une solution pour déterminer l'origine du rejet via un devis pour réaliser des analyses

directement sur les fosses. Prestation à envisager sur le premier trimestre 2024.

- Le site recherche le moyen de cibler les zones d'émission des phosphores :

- Par analyse globale des plannings de productions en amont des dépassements.

- Par analyse chimique des rejets par zone de production. Les différentes options d'analyses sont à l'étude pour trouver celle qui offre le meilleur taux de réussite.

Pour le paramètre Zinc (analyse semestrielle) :

- 1 dépassement de plus de deux fois la VLE en flux en octobre 2022 ;

- 1 dépassement de plus de deux fois la VLE en concentration en avril 2023 ;

- 1 dépassement de plus de deux fois la VLE en flux en octobre 2023 ;

- 1 dépassement de plus de deux fois la VLE en flux en avril 2024.

Absence de recherche particulière des causes des dépassements sur ce paramètre, malgré des dépassements de la VLE en flux et/ou en concentration à chaque prélèvement.

Pour le paramètre Nickel (analyse semestrielle) :

- 1 dépassement de plus de deux fois la VLE en flux en octobre 2022 ;

- 1 dépassement de plus de deux fois la VLE en flux en avril 2023 ;

- 1 dépassement de plus de deux fois la VLE en flux en octobre 2023 ;

- 1 dépassement de plus de deux fois la VLE en flux en avril 2024.

Absence de recherche particulière des causes des dépassements sur ce paramètre, malgré des dépassements de la VLE en flux à chaque prélèvement.

Pour le paramètre azote global :

- 1 dépassement de plus de deux fois la VLE en concentration et un dépassement de la VLE en flux en novembre 2022.

Analyses des sources éventuelles par le prestataire de gestion de la STEP interne et surveillance au contrôle suivant

**Il est observé des dépassements des valeurs limites d'émission en concentration, récurrents pour les paramètres phosphore et AOX. Les paramètres Zinc et Nickel sont également sujets aux dépassements en flux sur chaque analyse réalisée depuis octobre 2022.**

**Constat : Les rejets aqueux du site font l'objet de dépassements réguliers des VLE sur les paramètres phosphore, AOX (en concentration) mais également Zinc et Nickel (en flux).**

### **Visite d'inspection du 5 mars 2026**

L'exploitant a transmis en date du 20 décembre 2024, un plan d'actions visant à améliorer les rejets aqueux du site. L'exploitant avait également mis en exergue un problème concernant le cadre de surveillance pour les paramètres Zn et Ni qui faisait ressortir des dépassements à tort. Ce point a été résolu, l'exploitant n'apparaît donc plus en dépassement sur ces deux paramètres. Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué être toujours en cours d'analyse pour déterminer les raisons des dépassements observés en phosphore.

Dans l'attente de la résolution de cette problématique, le constat est reformulé comme tel :

**Constat : Les rejets aqueux du site font l'objet de dépassements réguliers des VLE sur les paramètres phosphore et AOX (en concentration). L'exploitant transmettra un état des lieux des actions entreprises, en cours et prévues pour résorber la situation.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

#### N° 9 : Etude des effets thermiques

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII.1 et 2A

**Thème(s) :** Risques accidentels, Etude des effets thermiques

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 05/07/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 22/12/2024

**Prescription contrôlée :**

1. Étude des effets thermiques

L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2023 pour les installations à enregistrement ou autorisation et avant le 1er janvier 2026 pour les installations à déclaration une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/m<sup>2</sup>. Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte-tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (référéncée dans le document de l'INERIS "Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, et pour les installations soumises à déclaration, des organismes de contrôle.

« Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, aux dossiers de déclaration, enregistrement ou autorisation.

2. Mesures à prendre

A.-Lorsque l'étude précitée met en évidence des effets thermiques supérieurs à 8 kW/ m<sup>2</sup> en limite de site, l'exploitant met en place, dans les deux ans suivant la date d'échéance de l'élaboration de l'étude et pour toute cellule dont la surface est supérieure à 3 000 m<sup>2</sup> :

- soit un système d'extinction automatique d'incendie ;
- soit un dispositif séparatif REI 120 conformes aux dispositions prévues par le point 6 de l'annexe II. afin de réduire la surface maximale des cellules à 3 000 m<sup>2</sup> ainsi que des dispositifs de

désenfumage conformes aux dispositions prévues par le point 5 de l'annexe II. Le dépassement des murs REI 120 en toiture peut être remplacé par un dispositif équivalent, empêchant la propagation de l'incendie d'une cellule vers une autre par la toiture. L'exploitant vérifie la compatibilité du dispositif mis en place avec le comportement au feu de la structure. Les justificatifs associés sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Cette disposition n'est pas applicable aux cellules frigorifiques à température négative.

#### **Constats :**

##### Rappel : Visite d'inspection du 5 juillet 2024

Conformément au point de contrôle 1, l'exploitant doit procéder à la vérification de l'assujettissement de son établissement à la rubrique 1510 (et notamment, le régime auquel il est soumis).

L'étude de flux thermique présentée, montre que les flux de moins de  $5\text{kW/m}^2$  sortent en limite nord-ouest du site (cellule échantillothèque, bâtiment X). Cette modélisation montre également qu'il n'y a pas de flux de  $8\text{kW/m}^2$  qui sortent du site, n'imposant donc pas de mesure technique ou constructive supplémentaire (point 2 de la prescription). A noter qu'il est relevé au sein du document pour chaque stockage le commentaire suivant « L'exploitant n'a pas communiqué le volume de son stockage. » La visite sur site a permis de constater, au jour de l'inspection, de la faible quantité de produits stockés dans le bâtiment X.

Au sein du rapport, le bureau d'études a fait état d'un certain nombres de propositions d'amélioration, mais l'exploitant ne s'est pas positionné quant à la mise en place de l'une ou l'autre des mesures. (Mise en place de dispositions constructives plus contraignantes (murs REI 120minutes, porte coupe-feu, ...) pour les stockage concernés ; Modification de la disposition du stockage (hauteur, disposition, ...) ; Diminution du volume de stockage au sein de la cellule,...).

**Constat : Du fait d'une incertitude quant aux volumes maximum réellement stockés dans les cellules, et une absence de positionnement de l'exploitant sur les conclusions du bureau d'études, cette étude ne peut être considérée comme complète.**

##### Visite d'inspection du 5 mars 2026

L'exploitant a indiqué dans son courrier en date du 16 décembre 2024, lancer une analyse critique de l'étude de flux thermiques avec son bureau d'études.

En amont de la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué être en cours d'analyse des résultats provisoires afin de consolider les paramètres structurels d'un des scenarii.

Une version provisoire de l'étude de flux thermiques a été présentée lors de l'inspection. Au vu des éléments présentés, les modélisations montrent une sortie des limites de propriété des flux thermiques de plus de  $8\text{kW/m}^2$  pour un des bâtiments (échantillothèque).

Du fait du changement de régime de l'exploitant (passage du régime de déclaration à enregistrement pour la rubrique 1510 suite aux modifications de la réglementation postérieurement à l'incendie de Rouen), l'exploitant devra fournir ses résultats dans les plus brefs délais, accompagnés des propositions d'échéancier des travaux à prévoir le cas échéant, les délais réglementaires étant désormais tous échus (voir question VI.1.1 du guide "Entrepôts" révisé en juin 2024).

**Constat : L'étude des flux thermiques consolidée n'a pas été transmise dans les délais**

réglementaires.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 10 : Plan de secours**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/03/2009, article 10.6.6.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan de secours
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 05/07/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 22/12/2024</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un plan de secours est établi par le responsable de l'établissement, en liaison avec les services départementaux d'incendie et de secours. [...]
<b>Constats :</b>  <u>Visite d'inspection du 5 juillet 2024</u>  <i>Le plan de secours a été présenté à l'inspection des installations classées. Il est élaboré en lien avec les services départementaux d'incendie et de secours.</i> <i>Aucune légende n'est associé au plan. Les rubriques ICPE et le type de risque associé à celles-ci ne sont pas mentionnés sur le plan.</i> <b>Constat : Le plan de secours est incomplet.</b>
<u>Document consulté :</u> Plan des zones de dangers  L'exploitant a fourni en date du 16 décembre 2024, un plan mis à jour. Celui-ci fait bien apparaître les zones de dangers (avec le type de danger associé), les points d'eau et matériels associés

(poteaux incendie, bâches, vannes, installations de sprinklage). Ce plan n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection.

**Le précédent constat est levé**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 11 : RESERVOIRS**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 18/03/2009, article 10.1.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, RESERVOIRS

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 05/07/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 22/12/2024

**Prescription contrôlée :**

Les liquides inflammables sont renfermés dans des récipients qui peuvent être soit des bidons, soit des fûts, soit des réservoirs fixes. Ces récipients sont fermés. Ils doivent porter en caractères lisibles la dénomination du liquide renfermé. [...]

**Constats :**

**Rappel : Visite d'inspection du 5 juillet 2024**

*Vu : les cuves inox du bâtiment S. L'exploitant indique que ces cuves contiennent des liquides inflammables.*

***Constat : il n'a pas été constaté la présence en caractères lisibles de la dénomination du liquide renfermé dans les cuves inox du bâtiment S.***

**Visite d'inspection du 5 mars 2026**

L'exploitant a transmis en date du 20 décembre 2024 complété le 5 mars 2026, les photographies montrant la présence d'une signalétique sur les cuves indiquant "Peut contenir de l'éthanol", avec les pictogrammes associés. Ce point a également été vérifié en visite sur certaines cuves (vérification par sondage).

**Le précédent constat est levé.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 12 : Emissions de composés organiques volatils**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/03/2009, article 8.1.1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Seuils de consommation et valeurs limites d'émission
<b>Prescription contrôlée :</b>  <u>Article 8.1.1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 18/03/2009</u>  Les installations susceptibles de dégager des composés organiques volatils sont munies de dispositifs permettant de collecter à la source et canaliser les émissions dans le respect des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs. [...]  <u>Article 10.1 de l'arrêté ministériel du 3/12/2019</u> L'exploitant met en place un programme de surveillance lui permettant d'intervenir dès que les limites d'émissions sont ou risquent d'être dépassées.
<b>Constats :</b>  Lors de la visite, il a été constaté l'existence de points de rejets canalisés (jusqu'alors non identifiés), via la CTA (centrale de traitement de l'air) du site. Il s'agit de points de sortie au niveau de la zone de mélange/fabrication des formes liquides.  A ce titre, l'exploitant se doit de faire réaliser les mesures de surveillance afin de : <ul style="list-style-type: none"><li>- les inclure dans le plan de gestion des solvants ;</li><li>- vérifier le respect des VLE sur ces points de rejets atmosphériques.</li></ul> <b>Constat : l'exploitant n'a pas fait réaliser les mesures de surveillance des rejets atmosphériques en sortie de CTA.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 13 : Plan de gestion des solvants**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/03/2009, article 8.1.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan de gestion des solvants
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant met en place un plan de gestion de solvants (PGS), mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. L'exploitant transmet le plan de gestion des



<p>solvants annuellement, avant le 31 mars de l'année n+1 pour les émissions de l'année n, à l'inspection des installations classées et l'informe de ses actions visant à réduire sa consommation de solvants.</p> <p>Le PGS peut-être établi conformément au guide INERIS en vigueur à la date de réalisation ou de mise à jour du plan (décembre 2003 au jour de notification du présent arrêté). Les masses mises en œuvre dans le PGS sont exprimées en tonnes de solvants et non en équivalent carbone.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Après analyse du plan de gestion des solvants 2024 fourni par l'exploitant, il est relevé une mauvaise interprétation de la définition du flux I1.</p> <p>A ce titre, il est demandé à l'exploitant de recalculer ce flux avec la quantité de solvants achetés (puis mis en œuvre), modulo les stocks de début et fin d'année.</p> <p>A noter que l'exploitant pourra utilement joindre un rapport basé sur le tableau de calcul fourni, afin d'y apporter les explications et justifications associées.</p> <p><b>Constat : Le flux I1 n'est pas correctement calculé.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>